

CHAPITRE I

Notre mandat et nos travaux

Le Comité mixte spécial sur le renouvellement du Canada a été établi par un ordre de la Chambre des communes en date du 19 juin 1991 et par un ordre du Sénat en date du 21 juin 1991. Les deux chambres nous chargeaient d'enquêter et de faire rapport au Parlement sur les propositions de renouvellement du Canada présentées par le gouvernement fédéral. Ces propositions ont été rendues publiques le 24 septembre 1991 dans un document intitulé « Bâtir ensemble l'avenir du Canada ». Dès le lendemain 25 septembre 1991, nous commençons nos travaux et tenons notre première réunion publique.

• Comment nous avons procédé

Notre première mission était de donner au public la chance d'enrichir les propositions du gouvernement pour le renouvellement du Canada. Nous avons donc entrepris de recueillir le plus grand nombre d'opinions possible.

Les audiences publiques, organisées dans les dix provinces et les deux territoires du Canada, ont occupé une bonne partie de nos travaux. Nous avons tenu 78 réunions d'une durée totale de 227 heures et entendu plus de 700 témoins représentant un grand nombre de Canadiens. Nos voyages ont été épuisants, mais nous ne regrettons pas de les avoir faits. Ils nous ont permis de connaître de première main les sentiments et les opinions des Canadiens, ce qui n'aurait pas été le cas si nous étions restés à Ottawa.

Nous avons aussi invité le public à nous présenter des mémoires. La réponse a été étonnante. Nous en avons reçu près de 3 000.

Notre participation aux cinq conférences nationales sur la réforme constitutionnelle nous a aussi été très profitable. Les conférences, commanditées par le gouvernement fédéral et organisées par d'importants instituts canadiens de recherche sociale, ont eu lieu dans différentes villes du pays en janvier et en février. Les quatre premières conférences ont porté sur des sujets touchant directement nos travaux : la répartition des pouvoirs (Halifax), la réforme de nos institutions démocratiques (Calgary), le renouvellement de l'union économique canadienne (Montréal), et les droits et valeurs communs à l'ensemble des Canadiens (Toronto). La conférence de synthèse (Vancouver) a passé les résultats des quatre premières en revue et donné aux participants une dernière chance de faire part de leurs opinions. Les conférences ont donné lieu à des débats musclés et pénétrants qui nous ont grandement éclairés.